

olassants de la vie, l'un des problèmes les plus pressants et les plus dangereux de tous ceux que nous sommes appelés résoudre?

Le profitage.

Une des premières choses à faire, si nous voulons remporter la victoire est de mettre fin au profitage sur la matériel de guerre, profitage que le gouvernement a délibérément encouragé pour l'avantage de ses partisans. Un des premiers devoirs de mon administration sera d'assurer au pays qui paie ce matériel, le surplus des profits exorbitants que réalisent actuellement les profiteurs. Je n'hésiterais pas, au besoin, pour mettre immédiatement fin au profitage, à suivre l'exemple de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire à prendre le contrôle des fabriques qui sont actuellement les profiteurs. Je n'hésiterais pas, au besoin, pour mettre immédiatement fin au profitage, à suivre l'exemple de la Grande-Bretagne, c'est-à-dire à prendre le contrôle des fabriques qui sont engagées dans la fabrication du matériel de guerre, et à les conduire de façon à ce qu'elles laissent à leurs propriétaires un revenu raisonnable sur le capital qu'elles représentent et des profits légitimes suffisants. Je crois que l'un des meilleurs moyens de fournir le matériel de guerre et d'empêcher le pays d'être exploité par les profiteurs, serait d'utiliser tous les ateliers du gouvernement, du moins ceux qui peuvent l'être, à la production, à prix coûtant, et pour l'avantage du pays, de ce matériel de guerre, des navires, etc.

La participation du Canada à la guerre.

On ne saurait trop répéter qu'il était impossible pour les Alliés d'éviter cette guerre, et que nous nous battons pour l'existence même de la civilisation. S'il était besoin d'une nouvelle preuve de ce fait, l'entrée en lutte des Etats-Unis nous la fournirait. Le peuple américain avait longtemps caressé l'espoir que cette épreuve lui serait épargnée, mais l'Allemagne, en violant outrageusement l'un des articles les plus sacrés de la loi internationale, ne lui en laissait plus le choix, il a dû prendre part, lui aussi, à la lutte, contre une puissance qui est devenue l'ennemi commun de l'humanité.

Au début même, pénétrée de l'immensité de cette lutte et de la nécessité où nous sommes de déployer tous nos efforts pour obtenir la victoire, l'Opposition offrit au gouvernement toute l'aide possible. Nous avons donné notre assentiment à toutes les mesures de guerre du gouvernement, sauf lorsque nous étions convaincus que ces mesures seraient nuisibles plutôt qu'utiles.

Cette année, le gouvernement introduisit une loi rendant le service militaire obligatoire, je trouvai qu'il m'était impossible d'approuver cette loi. Et en faisant ainsi, je n'abandonne en rien la détermination que j'ai prise d'aider à remporter la victoire, et que j'ai souvent exprimée, mais j'affirme sans hésitation que l'abandon subit du système volontaire pour la conscription tendra plutôt à retarder la victoire.

N'oublions pas qu'avant la guerre, la conscription était inconnue dans tous les pays britanniques. Partout, les peuples britanniques s'enorgueillissent de ce fait que le service militaire obligatoire, le fléau de l'Europe continentale, n'a jamais été admis en Grande-Bretagne et que toutes les guerres de ce pays, même la lutte gigantesque contre Napoléon, se sont faites sur le système purement volontaire.

Il convient cependant de dire que peu d'années avant la guerre, devant l'immensité des préparatifs qui se faisaient dans toutes les nations continentales, la question de l'établissement de la conscription en Grande-Bretagne avait été sérieusement et à maintes reprises discutée devant le Parlement. La mesure introduite à cet effet par le gouvernement n'était donc pas une surprise, le peuple était préparé, et cependant de vives protestations se firent entendre de la part de nombreuses catégories de la population.

Mais la conscription a été introduite d'une façon tout à fait différente au Canada; ce fut une surprise générale. Elle n'avait jamais été discutée au Parlement, et la presse s'y était toujours fortement opposée.

En juillet, 1916, un journal important, le 'TORONTO GLOBE', condamnait l'idée même de la conscription. Voici ce qu'il disait dans un article de fond, soigneusement rédigé:

"Le 'GLOBE' a toujours prétendu dans ses colonnes éditoriales que la conscription est une impossibilité dans un pays comme le Canada, qu'aucun homme d'Etat responsable, de l'un ou de l'autre parti, capable de former ou de conduire un Ministère de guerre canadien, n'oserait proposer le service obligatoire. Le 'GLOBE' n'a pas non plus critiqué à l'excès le gouvernement Borden pour n'avoir pas fait plus qu'il n'a fait en faveur du recrutement volontaire. Les critiques du 'GLOBE' et des autres journaux libéraux paraissent extrêmement indulgentes à côté des déclarations incendiaires du Toronto 'TELEGRAM', du Winnipeg 'TELEGRAM', du 'Montreal DAILY MAIL' et d'autres journaux qui n'ont absolument aucune sympathie pour le parti libéral.

Le 27 décembre 1916 le 'GLOBE' reprenait encore cette thèse et s'élevait contre les efforts tendant à faire enrôler les Canadiens de force. Il résumait ainsi l'opinion publique:

"Les unions ouvrières sont opposées à la conscription; ce système n'a pour lui que les principaux adversaires de toutes les manifestations de la démocratie."

Et le langage du gouvernement n'a pas été moins ouvert.

Au cours de la session 1916, lorsque je demandai si l'engagement qu'avait pris le Premier Ministre de lever 500 000 hommes, comportait l'application de la conscription, le Premier Ministre répondit en ces termes:

"Mon Très honorable ami a parlé de la conscription, il a fait allusion à l'idée répandue dans ce pays et ailleurs que la conscription pourrait être établie au Canada. Dans les deux ou trois premiers mois de la guerre, j'ai